



CTL du 1^{er} juin 2018

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Depuis plusieurs mois, tant au plan national que dans notre département, les agents de la DGFIP se mobilisent et multiplient les actions afin de faire entendre leur mécontentement, leurs inquiétudes et leur volonté farouche de défendre un service public de qualité.

Le 22 mars dernier, 56,21% des agents de la DDFIP de la Charente ont participé à la grève nationale fonction publique relayée par les 9 organisations syndicales représentatives.

Le 22 mai, répondant à l'appel de cette même intersyndicale, les agents se sont également mobilisés massivement (34,62%)

Une fois de plus, les agents de notre direction ont été parmi ceux qui se sont le plus mobilisés. Les chiffres de grévistes du département sont parmi les plus importants au plan national.

Il ne vous a pas échappé que ces chiffres sont très homogènes d'un grade à un autre, d'un service à un autre.

C'est la démonstration flagrante que le malaise touche tout le monde, quels que soient sa résidence, son service, son grade ou son niveau de responsabilité.

Les projets de fermeture de services, que la Direction Générale appelle cyniquement Adaptation des Structures au réseau, et dont nous allons parler lors de ce CTL, suscitent à juste titre de vives inquiétudes :

Suppression des services de proximité (Villebois, Jarnac),

Concentration des missions dans des services de plus en plus gros (trésorerie hospitalière, SIE, SPF-E...)

Harmonisation par le bas des horaires d'ouverture des services dans les communes de moins de 10 000 habitants

En parallèle, des ersatz de « soutien » des services sont développés, par la pérennisation de structures de back office, au détriment d'une vraie présence dans les services.

Récemment, un pas de plus vers la destruction du service public d'Etat a été franchi dans notre département.

La signature d'une convention entre les maisons de service au Public (MSAP) et la DDFIP de Charente, sans concertation préalable avec les agents ou leurs représentants, est un

exemple frappant de la volonté de l'État de se désengager de ses missions premières et régaliennes :

L'accueil du public, la délivrance de renseignements et de conseils fiscaux.

Une fois de plus, sous le faux prétexte d'économies budgétaires, les publics les plus fragiles vont payer le prix fort.

Une fois de plus, la notion l'égalité des citoyens devant l'impôt, pourtant inscrite dans la constitution, a de grande chances de ne pas être respectée.

Il est flagrant de constater que partout où la DDFIP s'est engagée à être présente au travers des MSAP, une trésorerie était installée et a été fermée. C'est la preuve que si nous retournons là où nous étions présents, notre présence était donc et est toujours indispensable !

Enfin, il apparaît que cette convention est signée avec la Poste. En d'autres termes, sommes nous en train de déléguer nos missions au privé ?

Monsieur le Président, cette situation ne peut perdurer.

Nous devons être écoutés et entendus.

Les suppressions de postes doivent cesser.

Les restructurations doivent cesser.

Les concentrations de service doivent cesser.

Il est dans l'intérêt de tous (usagers, agents, DGFIP, État) de prendre conscience que le service public n'est pas monnayable et qu'il constitue le socle principal de la cohésion républicaine.